

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19103 - 74ÈME ANNÉE

Journées européennes du Patrimoine

Quelles mesures pour un patrimoine unique : le peuple réunionnais ?

Les Journées européennes du Patrimoine sont le moment privilégié pour partir à la découverte de vieux bâtiments. Ces derniers ont souvent un point commun, ils datent d'avant 1848. Cela signifie qu'ils ont été construits à l'époque où La Réunion était une colonie sous le régime de l'esclavage. C'est donc un patrimoine qui repose sur la souffrance des victimes d'un crime contre l'humanité.

Le patrimoine de ces esclaves est resté dans les noms des lieux situés à l'intérieur de notre île. Quand au cœur de La Réunion s'était construit un royaume de résistance à l'esclavage.

Les bâtisseurs du patrimoine mis en avant ce week-end vivaient dans des maisons dont il ne reste rien. A Saint-Denis, les noms de Camp Ozoux par exemple sont là pour rappeler qu'ils habitaient là. C'est sur ces anciens lieux de vie des esclaves que le Boulevard Sud a été construit, un symbole de la manière dont une chape de plomb s'est abattue sur la période de l'esclavage, qui couvre pourtant la moitié de l'histoire de La Réunion.

Une lente construction

Sans doute le patrimoine réunionnais le plus précieux ne se situe pas dans les bâtisses construites par des esclaves au bénéfice d'esclavagistes. Il est

d'avantage à rechercher dans le peuple réunionnais lui-même. Il s'est en effet construit dans l'intégration d'immigrés venant de civilisations millénaires qui ont réussi à construire à La Réunion une langue et une société. C'est cette réunionnisation évoquée par Patrick Singainy, dont il situe la «sédimentation» entre la fin de l'époque de l'engagisme et la fin de la seconde guerre mondiale.

Sous l'impulsion du PCR, la bataille pour la reconnaissance de l'identité culturelle a permis aux Réunionnais de prendre conscience qu'ils forment un peuple. La langue créole a réussi à survivre à l'assimilation, tandis que des pratiques culturelles comme le maloya ne sont plus interdites. Le maloya est devenu un Patrimoine mondial, et cette reconnaissance est même célébrée aujourd'hui par ceux qui combattaient la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise.

Menaces sur la cohésion

Mais la société réunionnaise fait face à des défis qui menacent sa cohésion. C'est tout d'abord le maintien du chômage de masse dans un système capitaliste qui promeut l'individualisme au détriment des solidarités. Les inégalités sont toujours là, et elles amènent certains à stigmatiser les immigrés les plus récents,

alors que pourtant tous les ancêtres des Réunionnais ont été un jour des immigrés à La Réunion.

La fragilisation de cette cohésion peut également venir de l'extérieur. La mondialisation actuelle se caractérise par le développement des moyens de communication, et par le retour au premier plan d'anciennes superpuissances telles que l'Inde ou la Chine.

Quand elles reprendront les premières places qu'elles occupaient avant la colonisation européenne, quel sera le regard des Réunionnais vis-à-vis de l'Inde ou de la Chine ? Ces pays seront-ils vus comme une «mère patrie» comme la France est présentée aujourd'hui ?

Et si Madagascar devenait un pays émergent, comment réagiraient les nombreux Réunionnais d'origine malgache ? Autrement dit, les Réunionnais se sentiront-ils toujours tous Réunionnais, conscient de faire partie d'un seul peuple ?

Ces différents exemples ne sont pas exhaustifs, et rappellent que l'existence d'un peuple réunionnais est un phénomène unique dans le monde, et qu'il est un patrimoine dont la survie reste un combat.

M.M.

Législative partielle dans la 7e circonscription : 3 questions à Gilles Leperlier

Bourses et aides aux étudiants : une solution, l'allocation autonomie !

En août dernier, plusieurs étudiants en partance pour une formation en France ont vu leur projet avorté. La Région Réunion ne pouvait plus honorer les aides financières promises. Les dossiers ont finalement été traités au cas par cas. Pour éviter ces situations de crise et de désespoir, Gilles Leperlier, candidat à l'élection législative partielle, défend l'allocation autonomie.



Gilles Leperlier.

Gilles Leperlier, vous avez été président-fondateur de l'UNEF à La Réunion, pouvez-vous nous expliquer comment fonctionnent les bourses étudiantes ?

Aujourd'hui, il y a une multitude

d'aides différentes et une multitude d'acteurs différents : le Crous, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, Lodom... Cela crée une confusion dans l'esprit des étudiants et de leurs parents. Cela ne favorise pas non plus une véri-

table égalité des chances. Concernant les bourses étudiantes gérées par le Crous, elles sont allouées en fonction du revenu des parents, et non en fonction de la situation de l'étudiant, ce qui pénalise beaucoup de jeunes aujourd'hui. Il suffit que le parent dépasse d'un euro le plafond pour que l'étudiant soit privé de bourse.

Quelle alternative proposez-vous ?

Nous défendons la mise en place d'une allocation autonomie pour tous les jeunes en formation, quels que soient les revenus des parents. Cela permet de prendre en compte la situation réelle du bénéficiaire, de responsabiliser l'étudiant et d'offrir la même égalité des chances à tout le monde.

Comment mettre en place une telle mesure, et comment la financer ?

Cela passe par une décision législative. C'est le rôle d'un député de défendre une telle proposition, qui sera bénéfique pour les Réunionnais, mais aussi pour tous les étudiants de la France entière. L'allocation autonomie est une aide mensualisée et contractualisée sur la durée des études, de 700 à 900 euros. Ce dispositif pourrait être financé par le regroupement de toutes les aides existantes et en utilisant l'avantage fiscal accordé à tous les parents ayant un enfant dans l'enseignement supérieur.

Edito

Climat : les 2 degrés, enjeu d'un poker mortel

Celles et ceux (surtout CEUX puisque le masculin domine les cercles de pouvoirs : financiers, politiques, économiques, etc) qui refusent aujourd'hui de regarder ailleurs que du côté de l'incendie se moquent bien de ce qui se passera dans 20 ou 30 ans (ils seront — Macron mis à part — tous morts [riches ?] et enterrés). Ce sont donc les jeunes générations qui doivent se lever et refuser l'enfer sur Terre que les caciques des partis de l'ancien Monde leur préparent ligotés qu'ils sont par leurs petits arrangements avec les bousilleurs de la Terre prêts à corrompre et être corrompus pourvu qu'on leur laisse — encore une heure, une minute, une seconde — le temps de faire une dernière affaire bien juteuse qui fera monter le cours de la Bourse en leur faveur... et que crève le monde !

Pour ma part, l'objectif de limiter la hausse de la température à 2° m'apparaît comme le plus mortel des pièges. L'humain standard (dont je suis) a pris l'habitude de raisonner en termes de seuils critiques aberrants : tant de nitrates tolérés dans notre eau, tant de millisieverts acceptables autour des centrales nucléaires, (et les ouvriers de la maintenance des centrales en reçoivent bien plus que la dose "admise"), tant de milligrammes de pesticides "admis" dans les fruits et légumes et céréales, tant de phtalates acceptés dans notre sang, etc.

Où est la limite ? En vrai de vrai, il n'y en a pas. L'ultime limite c'est quand un humain tombe raide mort. Si tu chopes un cancer, dommage pour toi mais aucun de ces empoisonneurs ne se sentira responsable. Si les arbres meurent des conséquences de nos folies, on s'en moque : seuls 3 % de l'humanité [occidentale] sont encore en lien direct avec l'agriculture et, dans ces 3 % il y a aussi les grands groupes de la chimie empoisonneurs des terres, des cultivateurs et ouvriers agricoles. Les vrais agriculteurs amoureux de la Terre ne représentent plus qu'un infime pourcentage.

Alors, pris dans cette folie suicidaire collective, qui donc encore accepterait de passer pour un fatigant pisse-vinaigre en consacrant sa vie à alerter sur les

dangers mortels que nous faisons courir à l'humanité et à la vie sur notre planète ?

À la mi-septembre 1996, il y a 22 ans, Paul Vergès a été vilipendé, moqué, caricaturé à longueur de pages pour avoir osé dire la vérité sur le réchauffement climatique alors que les médias parisiens attendaient qu'il leur parle du 2e tour d'une législative partielle. Aujourd'hui, chacun voit combien il avait raison d'agir ainsi : le dérèglement climatique ne fait pas de tri selon l'appartenance à un parti.

Sommes-nous collectivement capables de reprendre le combat initié par Paul Vergès et dire qu'il est plus que temps de changer nos modes de vie, de production, de consommation, de déplacement ? Plus que temps — faisant le tri dans les processus modernes — de se reconnecter à la terre nourricière, au respect des saisons ? Refuser que la nourriture, essentiellement, fasse des milliers de kilomètres, consommant des milliers d'hectolitres de carburant fossile, pour débarquer dans nos supermarchés ruinant peu à peu notre santé après avoir ruiné nos agriculteurs ? « Dans un supermarché, faites de la politique : votez avec votre carte bleue en refusant d'acheter la nourriture qui a parcouru des centaines et centaines de kilomètres, n'achetez que ce qui a été produit à proximité et qui respecte les saisons », recommandait mardi après-midi Michel Serres dans "La Tête eu Carré" (France Inter).

Tels des joueurs de poker, jour après jour, nous jouons notre vie, la vie de nos enfants et petits-enfants, tant nous sommes devenus addicts à des conditions d'existence frelatées.

Tels des joueurs de poker, nous ruinons chaque jour un peu plus l'avenir avec le fol espoir d'atteindre ainsi au bonheur.

Sauf que, à la différence du joueur de poker qui, lui, mise son fric et vibre à l'idée de gagner ou de tout perdre, notre mise à nous tous, c'est la Terre... et la perdre serait irrémédiable.

Alors ? Cette partie de poker : servi ou bien 2 cartes (les fumeux 2 degrés) encore juste pour voir ?

Jean

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Stand de Témoignages et du PCR

Les communistes réunionnais présents à la Fête de l'Humanité

Une délégation du Parti Communiste Réunionnais et de Témoignages s'est rendue à la 83e Fête de l'Humanité, qui a lieu ce 14 septembre jusqu'au 16 septembre, sous le thème « Le Monde est à nous ».



Le stand PCR-Témoignages dans le Village du monde.

Composée de Mathieu Raffini et Pascale David, la délégation aura la tâche de présenter le travail mené par le co-fondateur du PCR, Paul Vergès, et les propositions du parti pour le développement de La Réunion.

La fête sera l'occasion pour les communistes réunionnais de débattre de leur projet pour les Réunionnais, mais surtout construit par les Réunionnais, pour permettre à La Réunion de rayonner. Parmi les thèmes évoqués : l'emploi, la pauvreté, le climat, la démographie, l'innovation...

L'objectif sera de montrer en quoi ce système est à bout de souffle, particulièrement à La Réunion, et qu'il faut un grand changement. Car poursuivre dans cette même politique fera que les Réunionnais auront à subir les conséquences.

Situé au Village du Monde, le stand du PCR/Témoignages est niché entre le Parti Communiste Algérien, le Parti Communiste Vietnamiens, et le quotidien Justice, organe du Parti Communiste Mar-

tiniquais.

Présents dans les luttes du monde, le PCR a depuis plusieurs décennies porté les luttes de ces voisins malgaches, sud-africains, mais aussi chagossiens. Les membres du Comité central du PCR, présents à la Fête de l'Humanité, parleront de la lutte menée par les Chagossiens pour récupérer leur territoire.

En effet, en 1966, le Royaume-Uni signe un bail de 50 ans avec les États-Unis, pour utiliser Diego Garcia, l'île principale de l'archipel des Chagos. Ce bail militaire a été reconduit en 2016 pour 20 ans.

Les États-Unis y ont installé une

base militaire, déclenchant l'expulsion progressive de plus de 2 000 habitants vers Maurice et les Seychelles. Depuis, pour des raisons de sécurité, les autorités britanniques interdisent toute visite aux Chagos sauf autorisation spéciale, empêchant les quelque 10 000 Chagossiens et leurs descendants de rejoindre leurs terres ancestrales.

Le Forum politique des îles de l'Océan Indien sera également mis en avant dans le stand du PCR/Témoignages, dont l'objectif est de montrer que « c'est sur la solidarité que peut se construire de nouvelles relations entre des peuples que la colonisation a divisé ».

D'ailleurs, les conclusions de ce forum international seront expliquées par la délégation, notamment les deux motions, adoptées le 3 août à Antananarivo, appelant « solennellement à la réintégration des Îles Éparses au peuple malgache et au retour du peuple Chagossien dans son pays ».

Correspondant



130 pays sont représentés à la Fête de l'Humanité.

Inauguration de la Fête de l'Humanité

Ouvrir des chemins pour une humanité nouvelle

C'est jeudi après-midi que la Fête de l'Humanité a été inaugurée par un discours de Patrick Le Hyaric, directeur du journal.

Une "humanité nouvelle": c'était le vœu de Jean Jaurès, fondateur de l'Humanité, qui ne savait pas à quel point son idéal rejoindrait un jour l'aspiration des forces de progrès du début du 21e siècle. C'est ce qu'a souligné Patrick Le Hyaric dans l'allocution inaugurant la 83e Fête de l'Humanité, devant les équipes de "bâtisseuses et bâtisseurs" qui ont travaillé depuis des mois à faire de cette fête un rendez-vous des luttes toujours plus dynamique et solidaire.

130 pays présents

130 pays sont présents cette année, dans un Village du Monde résonnant des luttes des Kurdes, des Palestiniens et tous les peuples qui, comme les Chagossiens, présents dans le stand du PCR au travers des articles de Témoignages, résistent de toutes leurs forces au rouleau compresseur capitaliste et colonial. La Fête de l'Humanité est aussi un moment fort de solidarité en-

vers les prisonniers politiques du monde entier, comme Marwan Barghouti, Salah Hamouri et tant d'autres (Mumia Abou Jamal aussi) qui, dans le monde comme il tourne, peuvent se retrouver derrière les barreaux pour avoir seulement défendu les droits humains les plus élémentaires. Cette fête commence alors que le Président Macron vient de reconnaître le crime d'Etat perpétré contre Maurice Audin en 1957, ouvrant les portes des archives militaires à tous les chercheurs de vérité sur la disparition du jeune mathématicien communiste, enlevé et torturé par l'armée coloniale dès les premiers mois de la lutte du peuple algérien pour son indépendance. Une place Maurice Audin a été inaugurée vendredi, en présence de la veuve de Maurice Audin et de nombreux soutiens à sa lutte courageuse, comme le député Cédric Villani. Le stand de l'Agora de l'Humanité débordait jusqu'aux allées voisines d'une foule de militants et amis du journal l'Humanité, dont le directeur Patrick Le Hyaric a rappelé qu'il a fait l'objet de saisies et de pilon-

nages pour avoir dénoncé les crimes du colonialisme français en Algérie. Une situation que Témoignages connaît bien pour l'avoir subie dans les années 60.

La responsabilité du capitalisme

Il a évoqué les méfaits d'un capitalisme prédateur et carnassier contre les peuples, mais aussi toutes les raisons que ces derniers ont de refuser le sort qui leur est réservé par une ultra-minorité de parasites assistés. Vendredi, c'était l'ouverture au public et les premiers débats ; premières rencontres aussi dans le Village du Monde, où le PCR & Témoignages côtoient les Algériens du P.A.D.S, les Vietnamiens et le journal Justice. Venez nombreux !

Kalouma (correspondance)

In kozman pou la rout

« In bon zo i tonm zamé dann la gèl in bon shien »

Sa in kozman kréol é mèm, si mi tronp pa, sa in provèrb La Rényon ; dopi étan pti mi konésa é shak foi moin la antann sa létté in késtyonn mové z'alyans rant in on m épi in fanm. Zot i koné souvan dé foi bann momon i yèm si tèlman z'ot garson ké zot i arète pa désann z'ot bèl fiy k'i koné paf é si, k'i koné paf é la, k'i okip pa z'ot garson kon m zot i voré ; Moin la konète in boug téi manz dé foi shak ropa : inn son kaz . l'ot la kaz son momon pars son momon téi pans son bèl fiy téi okip pa bien son mari. Bien sir momandoné lé dé té an biz-biz é lo garson bien mal anm..nuiyé. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Oté

Plan pou lé pov ? Sa sé pou la galri. Plan pou rish ? Sa sé lo kèr dé shoz

Kan in prézidan i amenn in politik séraz sintir bann rotrété, kan li tir larzan dsi l'ède lozman, kan li siprime larzan laksésyon pou la propriyété, kan li tir plis vin mil kontra CES, mi pans li lé mal plasé pou fé in plan pou lite kont la povreté. Ou i pous pa d'moun dan la povreté pou dir ou i sava ansort azot.

Mi parl la pou prézidan La Républik bann fransé. Kosa l'ariv ali ankò ? Sinplomman ké li té fatigé antann li sé lo prézidan bann rish, mèm bann tré rish, li la désid fé in plan pou lite kont la povreté. Pou fèr kosa ? Pou shanj son l'imaz ? L'èrla, ni kontinyé dann la kominikasyon é ni rant pa vréman dann lo vif di sizé.

Sak mi romark mon par, ké dopi dé z'ané é dé z'ané, shak prézidan i fé in plan pou lite kont la povreté, mé oplis i sava, oplis la mizè i goumant. Akòz pa in plan kont la rishès, an touléka lo tro d'rishès dann in bann péi 0,1 pour san la popilasyon i pèrsoi sinkant pour san bann rishès. Sré myé lite kont la rishès pétète i pouré ariv a kékshoz.

Oui mé néna dé péi bann minis lé milyardèr, mèm plizyèr foi milyonèr. Alor, étone pa si zot i koné myé bann rish mèm bann sipèrrish ké bann pov ! Etone pa lé pli fasil pou zot fé in plan pou gonf lo pla bann rish ké aranz la sityasion bann pov. Plan pou bann pov ? Sa lé pou la galri. Plan pou rish ? Sé sa lo kèr dé shoz.

NB. Zot i koné la nuite lo kat aout 1789. Dann tan-la an inn nuit la aboli bann privilèz dann La Frans l'ansien réjime. Ako pa in nouvo nuite pou l'abolisyon bann privilèj ? Kont dési mé fyé pa tro sof si i arpran ankò in kou la bastille.

Justin